



UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS FORCE OUVRIÈRE D'INDRE ET LOIRE

La Camusière-18, rue de l'Oiselet, 37550 Saint-Avertin

Tel : 02.47.38.54.43 - Fax : 02.47.37.91.00

udfo37@force-ouvriere.fr

<http://37.force-ouvriere.org>

Communiqué de l'Union Départementale FO d'Indre et LOIRE

PROJET DE LOI « PLAN ETUDIANTS » :RETRAIT !

L'Union Départementale FO d'Indre et Loire informe les salariés, leurs familles : le projet de réforme du premier cycle universitaire qui doit passer à l'Assemblée Nationale le 12 décembre est une atteinte au droit des jeunes à poursuivre des études supérieures et donc une attaque majeure contre le baccalauréat.

En effet, « **cette réforme remet en cause le principe de libre accès à l'Université qui garantit à chaque jeune titulaire du baccalauréat de pouvoir continuer ses études.** » (extrait du communiqué interfédéral CGT, FO, FSU, Solidaires, SUD, UNEF, UNL du 6 décembre 2017).

Sans oser le dire, le gouvernement met en place une véritable logique de sélection dans tout l'accès aux études supérieures. Le projet prévoit que le conseil de classe de terminale examine les vœux des lycéens et participe à un avis formulé par le chef d'établissement, cet avis ouvrirait la possibilité aux Universités de trier les dossiers selon un ordre de préférence, les lycéens auront une réponse négative, favorable ou favorable sous conditions.

Plutôt qu'ouvrir les places nécessaires à l'accueil croissant des bacheliers à l'Université, le Ministère compte imposer une filière non voulue aux lycéens pour « gérer les flux » :

« **Si pour des raisons de capacités d'accueil, l'Université ne peut admettre tous les candidats, la priorité sera donnée à ceux dont le parcours, la motivation et le projet seront les plus cohérents avec la formation choisie.** » (Plan Etudiants, 30/10/2017)

Le Ministère envisage dans le même temps de réformer l'examen lui-même, avec une réduction des épreuves terminales et anonymes et un développement du contrôle continu, ainsi qu'une nouvelle réduction des horaires disciplinaires.

Le baccalauréat ne serait plus un diplôme national, mais un examen « maison », et donc perdrait le statut de premier grade universitaire, diplôme reconnu dans le code du Travail et les conventions collectives.

A ce jour, les enseignants se sont réunis dans 5 des 10 lycées du département à l'initiative du syndicat FO des Lycées et Collèges qui mène une campagne nationale. Des motions de défense du baccalauréat et demandant l'abandon du Plan Etudiants ont été adoptées, souvent dans un cadre intersyndical comme au lycée Grandmont :

« S'appuyant sur le communiqué commun de nos fédérations FO, CGT, FSU, avec Sud Education, Solidaires étudiants, l'UNEF, L'UNL, le SGL, les personnels réunis le jeudi 7 décembre 2017 au lycée Grandmont avec les syndicats FO, SNES, CGT demandent :

-l'abandon du projet de loi sur le premier cycle post bac dit « plan étudiants » qui est une sélection déguisée

- le maintien du bac comme diplôme national et premier grade universitaire. » (Extrait)

Ce 12 décembre, le projet de loi sur la réforme du 1^{er} cycle passait à l'Assemblée Nationale. L'interfédérale FO, CGT, FSU, avec Sud, Solidaires l'Unef et l'UNL a appelé les personnels de la région parisienne à un rassemblement devant l'Assemblée. Nous allons continuer dans la durée à informer, à mobiliser. **Cette réforme ne doit pas passer !**

Saint-Avertin, le 13 décembre 2017